Procès-verbal du conseil municipal

du 14 septembre 2022

L'an deux mil vingt-deux, le quatorze septembre à vingt heures trente minutes, le conseil municipal, légalement convoqué le six septembre, s'est réuni à la mairie sous la présidence de Monsieur Hervé NIEPCERON, maire.

Présents : M. NIEPCERON Hervé, Mme MURARI BOZEC Marie-Claude, M. GEST Philippe, M. REBOLINI Philippe, M. PERIER Didier, M. LIOT Patrice, Mme TASSEL Emilie, M. DUBOS Yannick, M. THOREL Laurent, M. BAUDRY Claude, M. BOUARFE Monir, Mme BAUDRY Anick, Mme DANIEL Amandine.

Absents :

M. HAZARD Ludovic, Mme BERTIN Anaïs.

Madame Anick BAUDRY est nommée secrétaire de séance.

Le procès-verbal de la séance du 5 juillet 2022 est approuvé sans observation.

Monsieur le maire demande à l'Assemblée d'ajouter 2 questions à l'ordre du jour :

- Budget 2022 – décision modificative n°1
- Budget 2022 – décision modificative n°2.

Le conseil municipal ACCEPTE à l'unanimité.

A l'ordre du jour :

1/ Souscription d'une ligne de trésorerie – D2022-09-14-01

Monsieur le maire laisse la parole à Monsieur BAUDRY, conseiller municipal.

Monsieur BAUDRY informe l'assemblée que la commune rencontre depuis quelques mois des problèmes de trésorerie ponctuels et que cette situation risque de perdurer jusqu'à une partie de l'année prochaine.

Monsieur BAUDRY informe l'assemblée qu'il a sollicité, auprès de trois organismes bancaires (la banque postale, le crédit agricole et la caisse d'épargne), une demande d'ouverture d'une ligne de trésorerie destinée à équilibrer les découverts ponctuels liés au décalage entre le règlement des factures de travaux de restauration de l'église et le paiement des subventions accordées pour cette opération.

Il précise qu'il a rencontré, le 19 juillet 2022 en mairie, avec Monsieur NIEPCERON, maire et Madame AUBER, secrétaire de mairie, Monsieur FREMONT, Conseiller aux Décideurs Locaux de la Direction Générale des Finances Publiques auprès des collectivités de Campagne de Caux, pour faire un point sur la situation financière de la commune.

Monsieur FREMONT a conseillé aux élus de solliciter une ligne de trésorerie d'un an entre 40 000€ et 50 000€.

Monsieur BAUDRY signale que la Banque Postale a refusé de remettre une ligne de trésorerie compte tenu de l'analyse financière de la commune.

Il communique les propositions du crédit agricole et de la caisse d'épargne détaillées comme suit :

- Crédit agricole :

	Ligne de Trésorerie de 40 000€	Ligne de Trésorerie de 50 000€
Taux variable sur index	Euribor 1 mois moyenné, flooré à 0,019% + marge 1,35%	Euribor 1 mois moyenné, flooré à 0,019% + marge 1,35%
Taux d'intérêts calculé sur cette base	1,369%	1,369%
Montant minimum des tirages	10 000€	10 000€
Périodicité de facturation des intérêts	Mensuelle	Mensuelle
Commission d'engagement	0,10% soit 40€	0,10% soit 50€
Frais de dossier	50€	50€
Commission et frais à la mise en place de la ligne	90€	100€

- Caisse d'épargne :

	Ligne de Trésorerie de 40 000€	Ligne de Trésorerie de 50 000€
Taux d'intérêt	€STER flooré à 0 + marge 1,25%	€STER flooré à 0 + marge 1,25%
Montant minimum des tirages	Aucun	Aucun
Périodicité de facturation des intérêts	Mensuelle	Mensuelle
Commission d'engagement	150€	150€
Frais de dossier	Exonération	Exonération
Commission de mouvement	Exonération	Exonération
Commission de non- utilisation	0,25% de la différence entre le montant de la Ligne de Trésorerie et l'encours quotidien moyen, périodicité identique aux intérêts	0,25% de la différence entre le montant de la Ligne de Trésorerie et l'encours quotidien moyen, périodicité identique aux intérêts

Monsieur BAUDRY propose de retenir la caisse d'épargne pour une ligne de trésorerie annuelle de 50 000€ compte tenu que la mise à disposition des fonds est plus souple puisqu'elle se fait via Internet.

Le conseil municipal,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur BAUDRY,

Vu le projet de contrat de la Caisse d'Epargne Normandie, et après en avoir délibéré, à **l'unanimité, PREND** les décisions suivantes :

Article 1 : Pour le financement de ses besoins ponctuels de trésorerie, la commune de Vattetot-sous-Beaumont, **DECIDE** de contracter auprès de la Caisse d'Epargne une ouverture

de crédit ci-après dénommée « Ligne de Trésorerie Interactive » d'un montant maximum de 50 000€ dans les conditions suivantes :

- Montant : 50 000€
- Durée : 12 mois
- Taux de référence des tirages : €STER flooré à 0 + marge de 1,25%
- Périodicité de facturation des intérêts : mensuelle par débit d'office
- Frais de dossier : exonération
- Commission d'engagement : 150 Euros
- Commission de mouvement : exonération
- Commission de non-utilisation : 0,25% de la différence entre le montant de la Ligne de Trésorerie Interactive et l'encours quotidien moyen, périodicité identique aux intérêts.

Article 2 : Le conseil municipal de Vattetot-sous-Beaumont **AUTORISE** Monsieur Hervé NIEPCERON, maire à signer le contrat de Ligne de Trésorerie Interactive avec la Caisse d'Epargne Normandie.

Article 3 : Le conseil municipal de Vattetot-sous-Beaumont **AUTORISE** Monsieur Hervé NIEPCERON, maire à procéder sans autre délibération aux demandes de versement des fonds et aux remboursements des sommes dûes, dans les conditions prévues par le contrat de Ligne de Trésorerie Interactive de la Caisse d'Epargne Normandie.

2/ Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2023 – D2022-09-14-02

En application de l'article 106 III de la loi N°2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE), les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux métropoles.

La nomenclature budgétaire et comptable M57 est l'instruction la plus récente, du secteur public local.

Instauré au 1^{er} janvier 2015 dans le cadre de la création des métropoles, le référentiel M57 présente la particularité de pouvoir être appliqué par toutes les catégories de collectivités territoriales (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale et communes). Il reprend les éléments communs aux cadres communal, départemental et régional existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les dispositions applicables aux régions.

Le référentiel M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Ainsi :

- En matière de gestion pluriannuelle des crédits : définition des autorisations de programme et des autorisations d'engagement, adoption d'un règlement budgétaire et financier pour la durée du mandat, vote d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement lors de l'adoption du budget, présentation du bilan de la gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif ;
- En matière de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) ;

- En matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues : vote par l'organe délibérant d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Le périmètre de cette nouvelle norme comptable sera celui des budgets gérés selon la M14, soit pour la commune de Vattetot-Sous-Beaumont son budget principal.

Une généralisation de la M57 à toutes les catégories de collectivités locales est envisagée au 1^{er} janvier 2024. Toutefois, une mise en place anticipée était possible au 1^{er} janvier 2022, sur option pour les collectivités volontaires.

Pour information, cette modification de nomenclature comptable entraîne automatiquement un changement de maquette budgétaire. De ce fait, pour le budget primitif (BP) 2023, la colonne BP N-1 ne sera pas renseignée car appartenant à une autre nomenclature comptable.

Monsieur le maire demande à l'assemblée d'approuver le passage de la commune de Vattetot-Sous-Beaumont à la nomenclature M57 abrégée pour les communes de moins de 3 500 habitants à compter du budget primitif 2023.

Le conseil municipal,

VU :

- L'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- L'article 242 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019,
- L'arrêté du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,
- L'avis favorable du comptable en date du 29 juillet 2022,

CONSIDÉRANT :

- Que cette norme comptable s'appliquera à tous les budgets administratifs de la commune à compter du 1^{er} janvier 2023,

Après en avoir délibéré, **à l'unanimité :**

AUTORISE le changement de nomenclature budgétaire et comptable du budget de la commune de Vattetot-sous-Beaumont :

- Budget Principal

AUTORISE Monsieur le maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

3/ Remboursement des frais d'eau et d'électricité de l'année 2021 par le Syndicat de Regroupement Scolaire de Gonfreville-Caillet, Saint-Maclou la Brière, Vattetot-sous-Beaumont – D2022-9-14-03

Monsieur le maire informe l'assemblée que la salle polyvalente de Vattetot-sous-Beaumont est utilisée à usage de cantine par le Syndicat de Regroupement Scolaire de Gonfreville-Caillet, Saint-Maclou La Brière, Vattetot-sous-Beaumont et que ce Syndicat rembourse, conformément aux statuts, les frais d'électricité et d'eau.

Monsieur le maire communique le montant détaillé pour l'année 2021 :

- Electricité = 1 120,57€
- Eau = 83,62€

Soit un montant total de 1 204,19€.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

ACCEPTE, à l'unanimité, de se faire rembourser la somme totale de 1 204,19€ auprès du Syndicat de Regroupement Scolaire de Gonfreville-Caillet, Saint-Maclou La Brière, Vattetot-sous-Beaumont.

Cette recette est inscrite à l'article 70878 de la section de fonctionnement du budget primitif 2022.

4/ Contrat d'assurance des risques statutaires 2023 – 2026 – D2022-09-14-04

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 26, 5^{ème} alinéa ;

Vu le Décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Monsieur le maire rappelle au conseil municipal :

- Que la commune a, par la délibération du 28 octobre 2021, demandé au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Seine-Maritime de souscrire pour son compte un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en application de l'article 26 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du Décret n°86-552 du 14 mars 1986 ;
- Que ce contrat permet aux collectivités adhérentes de bénéficier du remboursement des prestations dues à leur personnel en matière de protection sociale statutaire (maladie ordinaire, maternité, longue/grave maladie, longue durée, accident du travail, etc.).

Monsieur le maire expose :

- Que le Centre de Gestion a communiqué à la commune les résultats la concernant :

Candidat retenu : CNP ASSURANCES/SOFAXIS

Durée du contrat : 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2023

Préavis : adhésion résiliable chaque année, par chacune des parties, sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois.

Régime du contrat : contrat en capitalisation (couverture des indemnités journalières jusqu'à la retraite des agents et des frais médicaux à titre viager y compris après la fin du contrat).

Assiette de cotisation : Les éléments de rémunération servant de base de calcul de la prime d'assurance sont déterminés par la collectivité en début de contrat et ce, pour toute la durée du contrat. Le RIFSSEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel) peut être ainsi assuré notamment.

Assiette de remboursement : Le remboursement des indemnités journalières et du capital décès est calculé sur la base des éléments de rémunération retenu dans l'assiette de cotisation. Le RIFSSEP étant ainsi assuré donnera lieu à remboursement notamment.

Conditions tarifaires :

Agents affiliés à la CNRACL : 4 choix possibles

- Tous les risques garantis avec une franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire : 6,99 %.
- Tous les risques garantis avec une franchise de 30 jours par arrêt en maladie ordinaire : 6,07 %.

- Tous les risques garantis avec une franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire et prise en charge limitée à 80% sur les indemnités journalières : 6,31 %.
- Tous les risques garantis avec une franchise de 30 jours par arrêt en maladie ordinaire et prise en charge limitée à 80% sur les indemnités journalières : 5,49 %.

Agents titulaires ou stagiaires non-affiliés à la CNRACL et agents contractuels de droit public :

- Tous les risques garantis avec une franchise de 10 jours en maladie ordinaire : 1,10%

Monsieur le maire rappelle pour mémoire qu'en 2018 le conseil municipal avait opté :

- Pour les agents affiliés à la CNRACL au taux de 5,80 % pour tous les risques garantis avec une franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire plus l'option de remboursement des charges patronales à hauteur de 10 %.
- Pour les agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la CNRACL et les agents non titulaires de droit public au taux de 0,98 % pour tous les risques avec une franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire plus l'option de remboursement des charges patronales en totalité.

Monsieur le maire propose de reprendre les mêmes conditions.

Compte tenu des éléments exposés, **le conseil municipal**, après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité :

- **D'accepter** la proposition suivante :

Assureur : CNP ASSURANCES/SOFAXIS

Durée du contrat : 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2023

Régime du contrat : capitalisation

Préavis : adhésion résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois.

Agents affiliés à la CNRACL :

- Tous les risques avec une franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire : 6,99 % plus l'option de remboursement des charges patronales à hauteur de 10 %.

Agents titulaires ou stagiaires non-affiliés à la CNRACL et agents contractuels de droit public :

- Tous les risques avec une franchise de 10 jours en maladie ordinaire : 1,10% plus l'option de remboursement des charges patronales en totalité.

Les services du Centre de Gestion assurant la gestion complète du contrat d'assurances en lieu et place de l'assureur, des frais de gestion seront dus au Centre de Gestion par chaque collectivité assurée. Ces frais s'élèvent à 0,15% de la masse salariale assurée par la collectivité.

- **D'autoriser** la commune à adhérer au contrat groupe proposé par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime, à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- **D'autoriser** Monsieur le maire ou son représentant à prendre et à signer les conventions en résultant et tout acte y afférent ;
- **D'autoriser** Monsieur le maire à résilier, si besoin, le contrat d'assurance statutaire en cours.

5/ Repas et colis des anciens – D2022-09-14-05

Monsieur le maire informe l'assemblée que le restaurateur « l'auberge des voyageurs » de Goderville, qui a assuré le repas l'an dernier, n'est pas disponible le 11 novembre prochain.

Il propose de repousser, au mois de janvier 2023, le repas offert aux anciens de plus de 65 ans et de leur remettre à cette date leur colis.

La majorité du conseil municipal est favorable au report du repas au mois de janvier mais souhaite conserver la distribution du colis au mois de décembre.

Monsieur REBOLINI est favorable au maintien du repas, qui est un moment convivial, et s'interroge quant au maintien du colis.

Madame MURARI BOZEC propose de conserver le colis aux mêmes tarifs que l'an dernier car la commune doit faire des économies.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **DECIDE**, à l'unanimité :

- De repousser au mois de janvier le repas offert aux anciens de plus de 65 ans ;
- De maintenir le colis aux mêmes prix que l'an dernier et de le distribuer en mairie au mois décembre 2022.

6/ Budget 2022

A - Décision modificative n°1 – D2022-09-14-06A

Monsieur le maire laisse la parole à Madame AUBER, secrétaire de mairie.

Madame AUBER explique qu'il est nécessaire de prendre une décision modificative du budget 2022 pour notamment inscrire les dépenses liées à la souscription de la ligne de trésorerie (frais financiers et les intérêts) et celles liées à l'augmentation de 3,5% du point d'indice au 1^{er} juillet 2022 (indemnités des élus).

Madame AUBER donne lecture de la décision modificative.

Monsieur le maire demande à l'assemblée d'approuver la décision modificative proposée.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

APPROUVE la décision modificative n°1 figurant dans le tableau annexé à la présente délibération.

Intitulé	Diminution sur crédits déjà allouées			Augmentation des crédits		
	Compte	Opération	Montant	Compte	Opération	Montant
Bâtiments publics	615221		2 700,00			
Services bancaires et assimilés				627		200,00
Indemnités				6531		2 000,00
Intérêts réglés à l'échéance				66111		500,00
Fonctionnement dépenses			2 700,00			2 700,00
		Solde	0,00			

B – Décision modificative n°2 – D2022-09-14-06B

Monsieur le maire laisse la parole à Madame AUBER, secrétaire de mairie.

Madame AUBER rappelle que le conseil municipal, lors de sa séance du 5 juillet 2022, a retenu le devis de la Société des Pompes Funèbres BURETTE pour la reprise de concessions. Elle signale que la commune va percevoir la somme de 23 988€ de la Fondation du Patrimoine pour les travaux de restauration de l'église. Compte tenu que ces montants n'étaient pas inscrits au budget primitif 2022, Madame AUBER explique qu'il convient de prendre une décision modificative du budget 2022.

Madame AUBER donne lecture de la décision modificative.

Monsieur le maire demande à l'assemblée d'approuver la décision modificative proposée.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE la décision modificative n°2 figurant dans le tableau annexé à la présente délibération.

Intitulé	Diminution sur crédits déjà allouées			Augmentation des crédits		
	Compte	Opération	Montant	Compte	Opération	Montant
Cimetières				2116	13	1 300,00
Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile				21568	13	17 688,00
Constructions				2313	15	5 000,00
Investissement dépenses						23 988,00
			Solde	23 988,00		
Autres				1328	H. O.	23 988,00
Investissement recettes						23 988,00
			Solde	23 988,00		

7/ Questions diverses

Monsieur THOREL signale le dysfonctionnement des cloches.

Monsieur le maire indique que la société BIARD ROY va intervenir prochainement.

Madame BAUDRY demande si les illuminations de Noël vont être identiques à l'an passé compte tenu que la commune doit faire des économies.

Monsieur GEST répond que les illuminations fonctionnent avec l'éclairage public.

Le conseil municipal décide de poser les illuminations identiques à l'an passé.

Monsieur BOUARFE demande où en est le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Monsieur le maire signale que deux communes ont voté contre et que les services de l'Etat doivent statuer prochainement.

Madame DANIEL informe le conseil municipal qu'elle a fixé avec M. BAUDRY un concert à l'église le 18 décembre 2022 à 15h30 avec la chorale de Rolleville.

Monsieur REBOLINI demande si le concert de Gospel annulé l'an dernier va être reprogrammé.

Monsieur BAUDRY répond qu'il envisage de le programmer au printemps 2023, sans doute au mois de mars.

Monsieur BAUDRY signale au conseil municipal que la commune va participer aux animations « *les nuits de l'Estuaire 2022* ». C'est la communauté de communes qui va prendre tout en charge.

L'animation programmée dans l'église de Vattetot-sous-Beaumont est prévue le 22 octobre 2022 à 20 heures : *les contes de ma grand-mère paysanne* de Jehan Le Povremoyne.

Monsieur le maire informe l'assemblée que la Région va supprimer, à compter du 1^{er} septembre 2023, les transports du midi.

Il indique que le conseil municipal de Saint-Maclou La Brière souhaite mettre en place une cantine dans sa commune pour palier la suppression du transport scolaire.

La séance est levée à 22h10.